

CA20N  
YX71  
-C55

Government  
Publications

ISBN 0-7729-9882-5



Ontario

OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

# Farm Practices Protection Act

Revised Statutes of Ontario, 1990  
Chapter F.6

January 1992

# Loi sur la protection des pratiques agricoles

Lois refondues de l'Ontario de 1990  
Chapitre F.6

janvier 1992



©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



## NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

## AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 5th Floor, 880 Bay St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll free in Ontario 1-800-668-9938. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Treasurer of Ontario. Prepayment is required.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 5<sup>e</sup> étage, 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du trésorier de l'Ontario. Paiement exigé d'avance.



## CHAPTER F.6

### Farm Practices Protection Act

#### Definitions

#### 1. In this Act,

“agricultural operation” means an agricultural, aquacultural, horticultural or silvicultural operation that is carried on in the expectation of gain or reward, and includes,

- (a) the cultivation of land,
- (b) the raising of livestock, including poultry,
- (c) the raising of fur-bearing animals and game birds,
- (d) the production of agricultural crops, including mushrooms, greenhouse crops and nursery stock,
- (e) the production of eggs and milk,
- (f) the operation of agricultural machinery and equipment, including irrigation pumps,
- (g) the process necessary to prepare a farm product for distribution from the farm gate,
- (h) the application of fertilizers, conditioners and pesticides, including ground and aerial spraying, and
- (i) the storage, disposal or use of organic wastes for farm purposes; (“exploitation agricole”)

“Board” means the Farm Practices Protection Board; (“Commission”)

“land use control law” means any Act and any regulation, plan or by-law made under the authority of an Act that restricts or prescribes the use to which land or premises may be put or the nature of business or activities that may be carried on on any land or premises; (“loi de réglementation en matière d'utilisation du sol”)

“Minister” means the Minister of Agriculture and Food; (“ministre”)

“normal farm practice” means a practice that is conducted in a manner consistent with proper and accepted customs and standards as established and followed by similar agricultural operations under similar

## CHAPITRE F.6

### Loi sur la protection des pratiques agricoles

#### Définitions

#### 1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Commission» La Commission de protection des pratiques agricoles. («Board»)

«exploitation agricole» Exploitation agricole, aquicole, horticole ou sylvicole poursuivie dans l'attente d'un gain ou d'une rétribution. La présente définition inclut :

- a) la culture du sol,
- b) l'élevage de bétail, y compris de volaille,
- c) l'élevage d'animaux à fourrure et gibier à plumes,
- d) la production de récoltes agricoles, y compris les champignons, les récoltes de serre et les semis de pépinière,
- e) la production d'oeufs et de lait,
- f) le maniement de machines et de matériel agricoles, y compris des pompes d'irrigation,
- g) le traitement nécessaire pour préparer un produit agricole à la vente depuis la ferme,
- h) l'épandage d'engrais, d'amendements et de pesticides, y compris la pulvérisation au sol et la pulvérisation aérienne,
- i) le stockage, l'élimination ou l'utilisation de déchets organiques à des fins agricoles. («agricultural operation»)

«loi de réglementation en matière d'utilisation du sol» Loi, règlement, plan ou règlement municipal adoptés en vertu d'une loi qui restreint ou prescrit, à l'égard d'un sol ou de locaux, l'utilisation qui peut en être faite ou la nature des entreprises qui peuvent y être exploitées ou des activités qui peuvent y être exercées. («land use control law»)

«ministre» Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. («Minister»)

«personne» S'entend notamment d'une association de personnes sans personnalité morale. («person»)



circumstances and includes the use of innovative technology used with advanced management practices; ("pratique agricole normale")

"person" includes an unincorporated association. ("personne") 1988, c. 62, s. 1.

Protection from nuisance claims

**2.—(1)** A person who carries on an agricultural operation and who, in respect of that agricultural operation, does not violate,

- (a) any land use control law;
- (b) the *Environmental Protection Act*;
- (c) the *Pesticides Act*;
- (d) the *Health Protection and Promotion Act*; or
- (e) the *Ontario Water Resources Act*,

is not liable in nuisance to any person for any odour, noise or dust resulting from the agricultural operation as a result of a normal farm practice and shall not be prevented by injunction or other order of a court from carrying on the agricultural operation because it causes or creates an odour, a noise or dust.

Where subsection (1) does not apply

(2) Subsection (1) does not apply to an owner or operator of an agricultural operation that fails to obey an order of the Board made under clause 5 (3) (b). 1988, c. 62, s. 2.

Farm Practices Protection Board

**3.—(1)** The Farm Practices Protection Board is continued under the name Farm Practices Protection Board in English and Commission de protection des pratiques agricoles in French and shall consist of not less than five members appointed by the Minister. 1988, c. 62, s. 3 (1), *revised*.

Chair of Board

(2) The Minister may designate one of the members of the Board as the chair and one or more of the remaining members as vice-chair.

Duties of the chair

(3) The chair of the Board is responsible for the general supervision and direction over the conduct of the affairs of the Board and, in his or her absence or if he or she is unable to act, the vice-chair shall have all the powers of the chair.

Term

(4) The members of the Board may be appointed to hold office for a term not exceeding three years and may be

«pratique agricole normale» Pratique exécutée selon des coutumes et des normes acceptées adéquates, établies et respectées à l'égard d'exploitations agricoles comparables dans des circonstances similaires. La présente définition inclut le recours à des technologies novatrices associées à une gestion moderne. («normal farm practice») 1988, chap. 62, art. 1.

**2** (1) La personne qui poursuit une exploitation agricole et qui, à l'égard de celle-ci, n'enfreint :

- a) aucune loi de réglementation en matière d'utilisation du sol;
- b) ni la *Loi sur la protection de l'environnement*;
- c) ni la *Loi sur les pesticides*;
- d) ni la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*;
- e) ni la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*,

est dégagée de toute responsabilité en nuisance envers une personne quelconque, en ce qui concerne l'odeur, le bruit ou la poussière résultant de l'exploitation agricole et inhérents à une pratique agricole normale. Il ne doit être prononcé contre elle aucune injonction ni rendu d'ordonnance par un tribunal visant à l'empêcher de poursuivre l'exploitation agricole, en raison de l'odeur, du bruit ou de la poussière qui en résultent.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au propriétaire ni à l'exploitant d'une exploitation agricole qui ne se conforme pas à une ordonnance rendue par la Commission en vertu de l'alinéa 5 (3) b). 1988, chap. 62, art. 2.

**3** (1) La commission appelée Farm Practices Protection Board est maintenue sous le nom de Commission de protection des pratiques agricoles en français et sous le nom de Farm Practices Protection Board en anglais. La Commission se compose d'au moins cinq membres nommés par le ministre. 1988, chap. 62, par. 3 (1), *révisé*.

(2) Le ministre peut désigner un membre de la Commission à la présidence et un ou plusieurs des autres membres à la vice-présidence.

(3) La personne qui préside la Commission est chargée de la supervision et de la direction générale des affaires de la Commission. Si elle est absente ou incapable d'agir, la personne qui assume la vice-présidence est investie de tous les pouvoirs inhérents à la présidence.

(4) Les membres de la Commission sont en fonctions pendant trois ans au plus et leur mandat est renouvelable. Toutefois, aucun

Protection contre les plaintes abusives

Cas où le par. (1) ne s'applique pas

Commission

Présidence de la Commission

Fonctions du président

Durée du mandat



reappointed, but no member shall hold office for more than six years, whether the member's appointments are for consecutive terms or not.

membre ne doit être en fonctions pendant plus de six ans, que ce soit à l'issue de deux mandats consécutifs ou de deux mandats discontinus.

Remuneration

(5) The members of the Board who are not public servants of Ontario shall be paid such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council determines.

(5) Les membres de la Commission qui ne sont pas des fonctionnaires du gouvernement de l'Ontario reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rémunération

Procedures

(6) The Board may, subject to the *Statutory Powers Procedure Act*, make rules for the conduct and management of its affairs and for the practice and procedure to be observed in matters before it, and may require that a person seeking a determination of a matter by the Board shall give written notice, in such form and manner as the Board specifies, to the persons that the Board specifies.

(6) Sous réserve de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, la Commission peut fixer des règles pour la gestion de ses affaires et à la procédure applicable à l'étude des questions dont elle est saisie. Elle peut exiger d'une personne qui cherche à obtenir le règlement d'une question que celle-ci donne un avis écrit, rédigé selon la formule et les modalités que la Commission précise, aux personnes qu'elle lui indique.

Exercice des compétences légales

Quorum

(7) The chair or vice-chair and two other members constitute a quorum and are sufficient for the exercise of all of the jurisdiction and powers of the Board. 1988, c. 62, s. 3 (2-7).

(7) La personne qui assume la présidence ou la vice-présidence, ainsi que deux autres membres, constituent un quorum suffisant pour le plein exercice des compétences de la Commission. 1988, chap. 62, par. 3 (2) à (7).

Quorum

Duties and powers of Board

4.—(1) The Board may exercise such powers and shall perform such duties as are conferred or imposed upon it by or under this Act including the power,

4 (1) La Commission peut exercer les pouvoirs que lui confère et les fonctions que lui impose la présente loi, notamment le pouvoir :

Fonctions et pouvoirs

(a) on the request of an aggrieved person, to inquire into and resolve a dispute respecting an agricultural operation including the determination as to what constitutes a normal farm practice; and

a) d'enquêter, à la demande d'une personne qui se sent lésée, sur un différend relatif à une exploitation agricole, de le régler et notamment de déterminer ce qui constitue une pratique agricole normale;

(b) to make such inquiries and orders as are necessary to ensure that there is compliance with its decisions.

b) de faire les enquêtes et de rendre les ordonnances nécessaires pour assurer le respect des décisions.

Information to be made available to Minister

(2) The Board shall provide the Minister with any information requested by the Minister as to the policies, procedures and operations of the Board.

(2) La Commission fournit au ministre les renseignements que celui-ci exige en ce qui concerne les lignes directrices, la procédure et le fonctionnement de la Commission.

Renseignements à fournir au ministre

Board to conduct studies

(3) The Minister may order the Board to study any matter related to farm practices and the Board shall conduct the study and report its findings and recommendations to the Minister. 1988, c. 62, s. 4.

(3) Le ministre peut ordonner à la Commission d'étudier toute question relative à des pratiques agricoles et la Commission effectue ces études et présente au ministre ses conclusions et ses recommandations. 1988, chap. 62, art. 4.

Études effectuées par la Commission

Complaints re: farm practices

5.—(1) Where a person is aggrieved by any odour, noise or dust resulting from an agricultural operation, the person may apply in writing to the Board for a determination as to whether the odour, noise or dust results from a normal farm practice.

5 (1) La personne qui se sent lésée par une odeur, un bruit ou de la poussière causés par une exploitation agricole peut par voie de requête, demander par écrit à la Commission, de déterminer si cette odeur, ce bruit ou cette poussière résultent d'une pratique agricole normale.

Plaintes relatives aux pratiques agricoles

Form of application

(2) Every application under subsection (1) shall contain a statement of the nature of the complaint, the name and address of the person making the application and the name and address of the agricultural operation and shall be in a form acceptable to the Board.

(2) La requête prévue au paragraphe (1), est présentée sous une forme acceptable par la Commission et énonce l'objet de la plainte, ainsi que le nom et l'adresse de la personne requérante et ceux de l'exploitation agricole.

Forme de la requête



Hearing and  
order

(3) The Board shall hold a hearing and shall,

- (a) dismiss the complaint if the Board is of the opinion that the odour, noise or dust results from a normal farm practice; or
- (b) order the owner or operator of the agricultural operation to cease the practice causing the odour, noise or dust if it is not a normal farm practice or to modify the practice in the manner set out in the order to be consistent with normal farm practice.

Refusal to  
hear  
application

(4) The Board may refuse to hear an application or, after a hearing has commenced, refuse to continue the hearing or to make a decision if in its opinion,

- (a) the subject-matter of the application is trivial;
- (b) the application is frivolous or vexatious or is not made in good faith; or
- (c) the applicant has not a sufficient personal interest in the subject-matter of the application.

Appeal

(5) Any party to a hearing under subsection (3) may appeal an order of the Board on any question of fact or law or both to the Divisional Court within thirty days of the making of the order.

Professional  
assistance

(6) The Board may appoint one or more persons having technical or special knowledge of any matter to assist the Board in any capacity in respect of any matter before it. 1988, c. 62, s. 5.

Injunction  
proceedings  
in abeyance

**6.—**(1) Where a farm practice is the subject of an application made under subsection 5 (1), no injunction proceedings may be commenced or continued in respect of that farm practice until the Board has made an order or dismissed the application under subsection 5 (3) or has refused to hear the application.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to any proceedings taken under the *Environmental Protection Act*, the *Pesticides Act* or the *Ontario Water Resources Act*. 1988, c. 62, s. 6.

Regulations

**7.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing forms and providing for their use;

(3) La Commission tient une audience, à l'issue de laquelle : Audience et ordonnance

- a) elle rejette la plainte, si elle est d'avis que l'odeur, le bruit ou la poussière résulte d'une pratique agricole normale;
- b) elle ordonne au propriétaire ou à l'exploitant de l'exploitation agricole, soit de cesser la pratique qui cause l'odeur, le bruit ou la poussière, s'il ne s'agit pas d'une pratique agricole normale, soit de modifier la pratique de la manière énoncée dans l'ordonnance de manière à la rendre conforme à une pratique agricole normale.

(4) La Commission peut refuser d'entendre une requête, ou, si l'audience est commencée, de poursuivre l'audience ou de prendre une décision, si elle est d'avis :

- a) soit que l'objet de la requête est futile;
- b) soit que la requête est frivole ou vexatoire ou n'est pas présentée de bonne foi;
- c) soit que le requérant n'a pas un intérêt suffisant dans l'objet de la requête.

Refus d'entendre une requête

(5) Les parties à une audience tenue aux termes du paragraphe (3) peuvent, dans les trente jours qui suivent une ordonnance de la Commission, interjeter appel de cette ordonnance devant la Cour divisionnaire sur une question de fait ou de droit ou les deux. Appel

(6) La Commission peut nommer une ou plusieurs personnes ayant des connaissances techniques ou spéciales pour la seconder de quelque manière que ce soit sur toute question dont elle est saisie. 1988, chap. 62, art. 5. Experts-conseils

**6** (1) Si une pratique agricole fait l'objet d'une requête aux termes du paragraphe 5 (1), aucune procédure d'injonction ne peut être entamée ou poursuivie à l'égard de cette pratique agricole tant que la Commission n'a pas rendu une ordonnance, rejeté la requête aux termes du paragraphe 5 (3) ou refusé d'entendre la requête. Suspension de la procédure d'injonction

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux procédures entamées en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les pesticides* ou la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*. 1988, chap. 62, art. 6. Exception

**7** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;

Règlements

- |   |   |
|---|---|
| <p>(b) prescribing fees payable in respect of an application made under subsection 5 (1) and authorizing refunds;</p> <p>(c) prescribing the composition of the Board. 1988, c. 62, s. 7.</p> <hr/> | <p>b) prescrire les droits payables à l'égard d'une requête présentée aux termes du paragraphe 5 (1) et en autoriser le remboursement;</p> <p>c) prescrire la composition de la Commission. 1988, chap. 62, art. 7.</p> <hr/> |
|---|---|

